

Une libéralisation inachevée

LA COMMISSION FÉDÉRALE DE LA COMMUNICATION (COMCOM) A REJETÉ LA DEMANDE DE DIAx DE LIBÉRALISER LA BOUCLE LOCALE – on parle aussi de dégroupage du dernier kilomètre du réseau fixe de télécommunication. Ainsi elle a suivi à contrecœur la jurisprudence du Tribunal fédéral qui interprète, de manière restrictive, la législation sur le chapitre de l'interconnexion. Dès lors, c'est au Conseil fédéral d'adapter les ordonnances, de manière à stimuler la concurrence, un objectif explicite de la Loi fédérale sur les télécommunications.

La situation sur le réseau fixe des télécommunications est paradoxale. Swisscom, l'ancien monopoleur, reste propriétaire du réseau qu'il doit mettre à disposition de ses concurrents à des conditions et des prix conformes aux coûts effectifs. Mais cette obligation ne vaudrait en réalité que pour les prestations de service public. Pour d'autres prestations, en particulier la transmission de données à haut débit, Swisscom reste libre d'imposer ses conditions qui portent aussi bien sur le prix que sur la nature des prestations. C'est pour obtenir un accès illimité au réseau fixe que les opérateurs concurrents de l'ancienne régie demandent le dégroupage, à savoir la libre disposition de la boucle locale qui relie l'utilisateur au central téléphonique le plus proche.

Par ses arrêts, le Tribunal fédéral a rappelé que l'édiction du droit des télécommunications relève de la

compétence du législateur fédéral et non de la ComCom. Au gouvernement maintenant de réagir en réglant rapidement l'accès de tous les opérateurs au réseau fixe à des conditions égales. Il en va de la crédibilité d'une libéralisation voulue mais pas toujours concrétisée et adaptée à l'évolution de la technique.

Tout le monde s'est réjoui du rachat par Swisscom d'un paquet de ses actions. La Confédération pourrait y gagner quelque trois milliards de francs bienvenus pour alléger sa dette. Ce trésor de guerre, amassé par Swisscom, résulte d'une politique prudente d'acquisition, du faible niveau des enchères de la troisième génération de téléphonie mobile (UMTS), mais aussi de la position de force de l'opérateur sur le marché helvétique, un marché qui est encore loin de présenter les conditions concurrentielles prévalant chez nos voisins. La Confédération, actionnaire majoritaire, va donc en profiter, et, à travers elle, les contribuables. Mais ce profit, ce sont les consommateurs qui y ont contribué. Il serait temps, qu'eux aussi, bénéficient de la bonne santé de Swisscom, par le biais d'une baisse des prix, tout comme les collaborateurs de l'entreprise qui pourraient prétendre à une amélioration salariale. L'État fédéral ne serait-il intéressé qu'à la valeur actionnariale? JD

(lire sur ce sujet *DP* 1496, «Les juges rappellent le primat du politique»)

Sommaire

Economie : Les fausses missions du secret bancaire (p. 2)

Logement : L'exception suisse (p. 3)

Politique fédérale : A quoi sert le PSS? (p. 4)

Financement des partis : Généreux gala socialiste (p. 5)

Monde paysan : Mal de terre (p. 6)

Formation : Le secret des Finnois (p. 7)

Les fausses missions du secret bancaire

La contribution à la prospérité cantonale des banques et assurances est analysée par l'institut Créa. Un plaidoyer en faveur du secret bancaire.

La Fondation Genève Place Financière et l'association Vaudoise des Banques ont confié à l'Institut Créa un mandat d'étude sur l'importance et le rôle dans l'économie nationale et cantonale des banques et assurances.

Les résultats de l'analyse sont parlants, quoique sans surprise. La place financière genevoise crée 25,7% de la valeur ajoutée produite par l'économie genevoise, 9,3% des emplois et 27,7% du rendement de l'impôt fédéral direct frappant le bénéfice et le capital des sociétés anonymes. Les chiffres vaudois sont moins spectaculaires, mais l'apport est tout de même d'importance, notamment grâce aux assurances: 11,2% de la valeur ajoutée, 6,2% des emplois et 45,8% du rendement total de l'impôt fédéral direct sur les sociétés anonymes.

L'argument systémique

Les auteurs eux-mêmes s'étonnent de ce dernier chiffre, qu'ils accompagnent d'un point d'interrogation. A-t-on au Département des finances une explication?

Cette contribution à la prospérité valdo-genevoise étant posée, les auteurs, Jean-Christian Lambelet et Alexander Mihailov, s'expriment sur la manière de maintenir cet avantage. Il ne se traduit pas seulement en termes d'impôts ou d'emplois, mais aussi à l'échelle suisse par des taux d'intérêt à long terme particulièrement avantageux qui rendent plus supportables les investissements publics et favorisent les investissements privés.

Pendant longtemps a été donnée comme explication l'appréciation constante du franc suisse face aux autres monnaies. Mais l'explication ne joue pas si l'on se réfère au dollar. D'une manière générale l'inflation a été jugulée en Europe qui n'est secourue par aucune instabilité politique inquiétante. Les auteurs ne voient donc qu'une explication: l'importance du secret bancaire et le refus d'une entraide administrative dans les cas ordinaires d'évasion fiscale.

À côté de la traditionnelle justification du secret bancaire, brandi face à l'Etat au nom de la défense de la personne privée, ils ajoutent un argument dit systémique. Qu'est-ce qui peut empêcher les Etats nationaux de dériver vers des fiscalités spoliatrices? La crainte que les capitaux fuient vers des sanctuaires fiscaux. Et ce serait dans l'intérêt du monde libéral que la Suisse joue ce rôle salutaire: empêcher que les fiscalités étrangères ne deviennent confiscatoires.

Rien ne prouve pourtant que les fiscalités étrangères évoluent dans cette direction. Et au nom de quoi la Suisse s'érigerait-elle

en juge des politiques nationales?

Si elle se donnait cette mission don quichottesque, elle ne pourrait être crédible que si elle n'y trouvait pas un intérêt égoïste et, en termes de relations internationales, déloyal.

C'est méconnaître aussi le sens de l'Union européenne. De l'extérieur, elle peut être à tort perçue comme menant une politique de grande puissance. En réalité elle est composée d'Etats de droit; elle s'est dotée des instances de recours qui créent une jurisprudence commune, corrigeant les écarts nationaux. Au nom de quel solitaire orgueil la Suisse s'instituerait-elle elle-même en juge des abus? Elle ne tolère sur son territoire pas de «juges étrangers», est-ce pour se proclamer, s'autoproclamer, juge des politiques nationales étrangères?

L'importance de la place financière suisse nous tend un piège. Non pas celui de défendre un acquis, mais celui d'inventer une mission (à nous attribuer par qui?) d'avoir à corriger (en prélevant notre denier) les injustices des Etats du monde et de l'Europe. C'est le début de l'égarément. *ag*

JO, en différé

La chaîne de télévision NBC a acheté au prix fort les droits exclusifs de retransmission des Jeux de Salt Lake City. Mais la grande majorité des téléspectateurs américains n'a pas pu pour autant suivre en direct les compétitions sportives, diffusées sur une chaîne secondaire. Non, elle a dû se contenter d'émissions en différé, aux heures de grande écoute, à savoir en fin de journée, entrelardées de spots publicitaires et ne reflétant que très incomplètement les concours. Diable, il faut bien rentabiliser l'investissement initial. Les affaires d'abord, le sport ensuite.

L'exception suisse

C'est un lieu commun. La Suisse est un pays de locataires. Seul un tiers des ménages est propriétaire de son logement. C'est la proportion la plus faible de toute l'Europe occidentale. Simple constat, énigme inextricable, casse-tête économique, tourment politique, cette anomalie véhicule les ambiguïtés d'une société réticente face au bonheur de la propriété gage d'épanouissement personnel, voire fiscal. *Locataires ou propriétaires* de Philippe Thalmann et Philippe Favarger interroge ce peuple à contre-courant, à l'écart des mandats constitutionnels et des incitations du marché. Son mérite est de contester l'existence d'un « défaut helvétique ». Il préfère examiner les perceptions et les pratiques concrètes en matière de logement. Histoire d'en discuter les enjeux et les mythes.

La propriété est désirable, les Suisses l'avouent volontiers. Cependant, seul un petit nombre passe à l'acte. Des moyens financiers insuffisants, des conditions de location en général satisfaisantes, ainsi qu'une certaine résignation face à l'ampleur des procédures administratives et des transactions nécessaires expliquent en

bonne partie cette ambivalence. De plus, propriété rime avec maison individuelle. Synonyme à son tour d'autonomie et d'indépendance. Toute alternative semble exclue. La rareté du marché se charge du reste, refoulant les rêves irréalisables d'une majorité de candidats.

Le partage plutôt que l'exclusion

C'est ici que le mythe et la réalité entrent en collision. Car l'espoir de tout le monde est en effet le privilège de quelques fortunés. Il est très improbable en Suisse d'acquiescer un logement en accord avec le mirage de la propriété individuelle. Elle est de loin la plus inaccessible. Malheureusement, ni les organisations immobilières ni les pouvoirs publics, malgré un discours de façade en faveur de la propriété, ne se sont employés à dissiper l'illusion. Pire, par le passé des formes de propriété non individuelle ont été mises au ban, comme ce fut le cas de la PPE interdite entre 1912 et 1965.

Voilà pourquoi les encouragements d'ordre exclusivement financiers, dominants de nos jours, sont stériles. Et ne contribuent pas à la généralisation de la

propriété. Surtout si elle s'oppose à l'hétérogénéité de l'habitat, indispensable à la richesse et à la spécificité (économiques, sociales, démographiques) des centres urbains, des milieux périphériques, ainsi que des zones rurales.

En revanche, c'est la représentation sociale de la propriété qui doit évoluer vers des figures à la fois plus conviviales (tournées vers le partage plutôt que l'exclusion) et pragmatiques. Comme le suggèrent les auteurs de la recherche, l'acquisition facilitée de son propre appartement et un soutien affiché au logement coopératif locatif – sans pour autant délaisser la location traditionnelle – alimenteraient une offre abondante et panachée. Susceptible de combler les aspirations bigarrées des ménages suisses. *md*

Locataires ou propriétaires, Philippe Thalmann et Philippe Favarger, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne, 2002.

A l'occasion de la sortie du livre, la troisième journée consacrée au logement aura lieu le mardi 5 mars 2002 à l'EPFL; informations sur le site: housing.epfl.ch

Zurich

La saga budgétaire

A Zurich, on n'hésite plus à parler de crise de l'Etat. Car à la fin du mois de février, le canton ne dispose toujours pas d'un budget. La faute à l'UDC, qui domine largement le Grand Conseil et qui exige une réduction des dépenses de 800 millions et une baisse des impôts, leur cheval de bataille électoral (DP 1488). La faute également aux radicaux qui peinent à se démarquer de leurs encombrants alliés extrémistes.

Dans un premier temps, le Parlement a refusé un projet de

budget équilibré (+6 millions) grâce aux voix conjuguées de l'UDC, des radicaux et des Verts. Les seconds étaient prêts à entrer en discussion avec le Conseil d'Etat pour trouver des économies supplémentaires; mais lorsque les Verts annoncèrent leur opposition, ils s'empressèrent de rejoindre les rangs des « Neinsager », de peur d'apparaître plus mous que l'UDC.

Le Conseil d'Etat élabore alors un nouveau projet avec un bénéfice prévu de 58 millions. Pour amadouer les partis

bourgeois, il réduit au minimum légal le versement au fonds pour les transports publics et détourne le solde en faveur du fonds routier. Dès lors c'est la gauche et les Verts qui se rebiffent, toujours accompagnés de l'UDC. La commission des finances rejette donc ce deuxième projet. Et il y a fort à parier que le Grand Conseil suivra dans une semaine.

A moins que les démocrates du centre se rendent compte du caractère insoutenable de leur position. En effet, l'Union des

arts et métiers a calculé que cette absence de budget impliquerait une baisse des commandes publiques de 150 à 300 millions, l'équivalent de 1500 à 3000 postes de travail. Or les députés UDC forment le gros des troupes du groupe parlementaire des arts et métiers. Vont-ils sacrifier cette clientèle à leur démagogie fiscale? La situation est d'autant plus grotesque qu'à Zurich la pression fiscale n'est pas particulièrement forte et la dette publique relativement modeste. *jd*

A quoi sert le PSS?

Depuis trois ou quatre ans, le Parti socialiste suisse (PSS) n'a brillé ni par la force de ses propositions, ni par la clarté de son discours. Cette éclipse s'explique par une conjonction de facteurs défavorables. Or sous la férule de l'UDC, les partis bourgeois ont profité de cette faiblesse pour déplacer sur la droite le centre de gravité de la politique fédérale.

L'offensive bourgeoise est aussi vaste que le champ politique. En matière d'AVS, de LAMal et de LPP, on assiste à un festival de propositions de réduction des prestations. En matière fiscale, seule l'irruption du dossier Swissair a pu, temporairement, freiner l'adoption d'un paquet qui aurait essentiellement profité aux plus aisés.

Malgré une situation conjoncturelle plus qu'incertaine, Kaspar Villiger entend présenter un budget bénéficiaire pour 2003. Pour ce faire, il n'hésite pas à se poser en victime d'un frein à l'endettement qu'il a lui-même inventé. On en vient à se demander si la vision du rôle de l'État qu'a le Conseil fédéral ne se réduit pas uniquement à l'absence de déficit budgétaire. En tous cas, la justice sociale, la cohésion nationale et l'intérêt général ne paraissent pas tarabuster outre mesure le gouvernement comme l'illustrent hélas les récentes décisions sur les primes d'assurance maladie, l'affaire des casinos ou encore la lutte contre le tabagisme.

Dans la même veine, le passage parlementaire de la nouvelle péréquation financière laisse craindre le pire: l'exercice ne risque-t-il pas d'avoir pour

effet principal le report sur les cantons de tâches utiles que ces derniers renonceront à assumer faute de moyens?

Enfin, grâce au ralentissement conjoncturel, les bourgeois disposent du prétexte espéré pour se rétracter sur l'assurance maternité, le soutien à l'accueil de la petite enfance ou l'augmentation du soutien à la formation et à la recherche. On notera au passage que ce sont autant de projets chers à la gauche, mais qui avaient surtout redémarré sous l'impulsion d'un patronat à la fois intéressé et, temporairement, éclairé.

Reste à trouver un équilibre adéquat entre ouvriérisme poussièreux et blairisme fausement moderne

Un discours clair

Face à cette vague réactionnaire, le PSS ne fait pour l'instant pas le poids. Pour regagner le terrain perdu, notamment en termes électoraux, on attend un discours courageux sur les valeurs. Dans le registre qui est le sien et avec le succès que l'on sait, Blocher a compris depuis fort longtemps l'importance des valeurs pour toucher les cœurs. Il n'y a pas de raison que la gauche n'y parvienne pas. Les Suissesses et les Suisses ont un sens civique développé et ne seraient pas insensibles à un discours clair et contemporain sur les mérites de la solidarité et de l'action

collective. Il y a assurément un vivier électoral modéré qui ne se reconnaît plus du tout dans la dérive néolibérale des partis bourgeois: attaché à la qualité des services publics et à l'équité, il se méfie d'une privatisation à outrance, tout en restant non sans raison allergique à la «collectivisation des moyens de production». Reste à trouver un équilibre adéquat entre ouvriérisme poussièreux et blairisme fausement moderne.

La force des valeurs

Sur l'échiquier politique, le PSS est le seul à pouvoir donner le poids voulu à un tel discours. C'est donc à lui de rappeler que la force d'un pays se mesure à la place qu'il réserve aux plus faibles. Que l'égoïsme n'est pas une vertu. Que les impôts ne sont pas un fléau, mais la base de l'action collective et de la redistribution. Que l'école doit assurer l'égalité des chances. Que la formation et la recherche scientifique profitent à tous. Que le pays ne se réduit pas à la City de Zurich. Que l'intérêt des banques n'est pas celui de la population en général.

Les occasions sont à saisir

Dans cette perspective, l'agenda politique jusqu'aux élections fédérales de 2003 offre de nombreuses occasions à saisir. On mentionnera en vrac le

débat sur les assurances sociales et la nouvelle péréquation financière, l'initiative socialiste sur le financement solidaire de l'assurance maladie, le message cadre 2004-2007 sur la recherche et la formation, le débat sur la Loi sur le marché de l'électricité (LME) et l'élaboration du budget 2003. Pour mieux faire passer le message, le PSS peut s'appuyer sur le caractère outrancier des propositions de la droite et faire fructifier une pédagogie de l'exemple.

Pour y parvenir, le PSS peut sans vergogne profiter du fait qu'il est de facto rejeté dans l'opposition, sans avoir à assumer des compromis qu'il n'est au demeurant plus guère possible de nouer. Face à la menace de démantèlement de pans entiers du service public et de la sécurité sociale, les querelles entre socialistes «rénovateurs» et «conservateurs» au sujet de la nouvelle gestion publique ou des libéralisations apparaissent désormais dérisoires. Moyennant un peu de courage, d'habileté et de créativité, la présidence du PSS pourrait désormais fédérer les énergies en surmontant ces vieux conflits. Cette conjonction de facteurs est favorable à une grande offensive.

Dès lors, soit la direction du PSS se sent la force de prendre les initiatives, soit elle laisse la place à des personnalités plus jeunes. Mais l'apathie actuelle n'est plus supportable. *mn*

Le généreux gala socialiste

Pour renflouer les caisses, le parti socialiste suisse a organisé une soirée avec vente aux enchères et VIP prêts à ouvrir le portemonnaie. Compte rendu.

L'objectif était clair : améliorer, en quelques heures bien préparées à cette fin, la situation financière du Parti socialiste suisse, plombée depuis quatre ans au moins par un lourd déficit reporté.

Le moyen était nouveau pour les camarades : organiser, à l'exemple des galas de charité très en vogue dans les grands hôtels américains ou genevois, une soirée de « fundraising », autour d'une vente aux enchères d'œuvres d'art.

Plus vite dit que fait. Si le projet a fini par se réaliser vendredi dernier à Berne, le mérite en revient à son promoteur principal, Andy Bühler, publicitaire de longue date et nouveau membre du PS, qui a réussi, à coup de mails expédiés en rafale en plein été dernier depuis son domicile de Pany/GR, à mettre le PSS en mouvement, malgré des oppositions catégoriques et en dépit de résistances tenaces.

La manifestation aurait dû avoir lieu le 16 novembre, date rendue impossible par la session extraordinaire des Chambres fédérales à propos de Swissair. Mauvais présage ? Que nenni, plutôt un délai bienvenu pour peaufiner l'organisation, effectivement réussie, de la manifestation intitulée Cash Up du 22 février 2002.

Car les 400 participants ont passé une bonne soirée, d'un genre très nouveau pour la plupart. Dans une ambiance de retrouvailles amicales et de bonhomie généreuse, des anciens combattants pas tous calmés ont croisé quelques jeunes militants plutôt surpris et fraternisé avec une foule de notables qui doivent leur position plus ou moins directement à leur appartenance au PS. Peu de roses au poing mais beaucoup de cravates et d'écharpes rouges sur fond d'habits noirs.

Toutes ces compétences en tenue mi-ville mi-soirée répondaient à l'invitation à se

faire plumer pour la bonne cause. Après avoir payé 222 francs, le prix d'un abonnement demi-tarif CFF pour deux ans, pour un modeste buffet de cuisine toscane, ils ont fait l'apprentissage d'une vente aux enchères en bonne et due forme. Les débuts furent un peu hésitants, languissants même, avec des œuvres d'art adjudgées souvent au-dessous du prix d'estimation.

Enfin, la barre des cent mille francs de bénéfice net a bel et bien été passée en une soirée. Une bonne partie du « cash » levé à cette occasion reste toutefois à encaisser, car il n'y avait pas de terminal de carte de crédit sur place. Dans la bonhomie générale, les gens portaient donc avec une œuvre non payée sous le bras, ayant promis de régler promptement une facture qu'il reste à établir, expédier, enregistrer, relancer, etc. Ulrich Gygi aurait pu tester un service-minute de PostFinance.

Son collègue de l'autre grande ex régie fédérale, Benedikt Weibel, était dans son élément : les CFF financent une partie des festivités de leur centenaire par la mise aux enchères sur le Net d'objets et articles en relation avec le chemin de fer et son histoire.

Succès assuré grâce aux innombrables fans des (grands et petits) trains et aux collectionneurs de lanternes et sacoches rouges.

En bref, Cash Up a bien mérité son nom, qui aurait tout aussi bien pu être allemand plutôt qu'en anglais, tant la soirée était germanophone, des salutations de Christiane Brunner aux chansons de Walter Lietha en passant par les lectures de Peter Bichsel et Mathias Gnädinger. Seul Michel Bühler a tenté de se faire entendre en français,

Il n'empêche : les autres partis ont observé avec curiosité les premiers pas du PSS sur le parquet des salons où se donnent les galas. Le rendement du 22 février ne manquera pas de susciter des imitations, en plus somptueux évidemment. Avec sans doute Ruth Metzler en poinçonneuse à l'entrée et Pascal Couchepin en videur à la fin de la soirée.

Comme beaucoup d'autres, Pierre Graber s'est énervé et a fait connaître en termes choisis sa désapprobation face à Cash Up. Il a sans doute raison sur le principe. Mais l'avenir lui donnera tort dans la pratique. Ainsi va l'américanisation des mœurs politico-charitables. *yj*

Ressources et budget des grands partis suisses

	PSS	PRD	PDC	UDC
	en pour-cent du total du budget			
Dons et sponsoring	13	65	50	35
Groupe parlementaire (fraction)	13	30		45
Contributions des membres	58			
Mandataires, partis cantonaux		5		
Fraction et mandataires			25	
Partis cantonaux			10	10
Divers	16		15	10
Budget annuel (en mios CHF)	3,25	2,8	2,5	2,0

Tableau établi à partir de données tirées de la NZZ du 22.02.02 (p. 13), qui elle-même cite les chiffres déclarés par les partis.

Mal de terre

Les paysans suisses souffrent d'une politique agricole laminant leur identité. Deux ethnologues s'interrogent sur la crise dont ils sont victimes et tracent quelques perspectives d'avenir.

Commençons par la fin. La paysannerie suisse est prise en tenaille entre l'ouverture des marchés selon le modèle de l'OMC et des attentes sociales nouvelles. L'une et les autres compromettent son avenir (baisse du revenu et disparition des exploitations) ainsi que la cohérence symbolique de l'image que les paysans se font d'eux-mêmes et de leur travail. C'est la conclusion de *On achève bien les paysans*, recherche-essai d'Yvan Droz et Valérie Miéville-Ott sur l'état actuel, objectif et subjectif, de l'agriculture suisse. Ethnologues dans leur pays, les deux auteurs s'émervillent en observateurs participant à la réalité complexe du monde paysan. Ils recueillent la parole des agriculteurs comme d'une espèce en sursis. Ils sondent le désarroi qui s'en dégage. Les ambivalences et les contradictions d'un groupe social en mutation entre résistance, incompréhension et adhésion face aux évolutions de leur métier et de leur environnement.

Nouvelle politique agricole

L'inversion de la politique agricole suisse pendant ces dix dernières années est à l'origine des tumultes ébranlant ses fondements. Avec la Loi sur l'agri-

culture, PA 2002, entrée en vigueur en 1999, on passe du soutien des prix à la production aux paiements directs rétribuant des prestations écologiques d'intérêt général. Le paysan doit troquer son rôle de père nourricier de la nation contre celui de jardinier du paysage. Peu importe qu'il écoule du lait, pourvu qu'il entretienne la biodiversité des terres. L'agriculture intensive sera extensive. Soumis à des contraintes qui galvaudent leur fonction de producteurs de biens de consommation, les paysans suisses doutent de leur identité d'entrepreneurs indépendants organisés en réseaux familiaux. Ils découvrent une précarité nouvelle, alimentée par une politique des prix défavorable, la Confédération se limitant à en endiguer les baisses trop importantes sans garantir leur stabilité, et par l'usure de l'aura mythique qui les enveloppait. Non seulement ils gagnent moins bien leur vie, mais en plus la société urbaine discute et récusé leur primauté anthropologique, dépositaire du caractère helvétique.

Enjeux d'avenir

Trois questions riches en perspectives qualifient la crise de la paysannerie suisse. Sa relation conflictuelle avec les im-

pératifs écologiques, sa fonctionnarisation, la place et l'influence des femmes.

La nature est forcément propre et entretenue. Il n'y a pas de compromis possible entre nature sauvage et cultivée. La biodiversité s'oppose à cet ordre ancestral et immuable. Elle est synonyme de chenil. Elle appelle la friche, l'indéterminé, l'imprévu. Obligé de répondre à la demande écologique, ressentie comme une intrusion injustifiée, le paysan leur consacra des surfaces marginales, en lisières du domaine. Des parcelles de mauvaise qualité, tant du point de vue agronomique qu'écologique. C'est sa filiation et son histoire qui sont en jeu.

Le paysan «est devenu un fonctionnaire fédéral qui s'ignore». L'agriculture suisse, et européenne d'ailleurs, voire américaine, se refuse à la rentabilité économique. Livrée à la logique concurrentielle, à la globalisation effective des marchés, elle serait condamnée à la disparition. En revanche, le cadre dessiné par la nouvelle politique agricole semble lui promettre un futur de service public subventionné. Un ensemble de tâches à accomplir au nom de la collectivité. Il s'agit en somme de reconnaître la dépendance croissante des paysans à l'égard du financement direct de l'État, mais également de valoriser un cahier de charges encore inavouable: de

producteur à protecteur de la nature avec assurances sociales et congés payés.

Femmes paysannes

En crise de vocation, les femmes se font rares dans la course au brevet. En revanche, elles assument largement la survie administrative de l'exploitation, vis-à-vis de la Confédération notamment. Leur origine socioprofessionnelle souvent étrangère à l'univers paysan enrichit, nuance ou bouleverse carrément une certaine inertie campagnarde. Têtue, sinon déprimée. S'affranchissant de l'ingratitude domestique, harassante et routinière, elles incarnent les relais avec le reste du monde. Exclues de l'ethos paysan, essentiellement masculin, les paysannes pourraient pour cette raison signifier son salut. Elles assureraient l'équilibre nécessaire entre des changements déroutants et une imperméabilité suicidaire.

«On n'achève pas si facilement les paysans...». Heureusement. Mais entre mythe et réalité, entre illusion et désenchantement, il vaut la peine de se demander si l'agriculture familiale, selon le modèle suisse, est un luxe consommant la richesse du pays ou l'avatar enviable de la réconciliation du capitalisme et de l'homme. *md*

On achève bien les paysans, Yvan Droz et Valérie Miéville-Ott, éd. Georg, Paris, 2001.

Le secret des Finnois

Dans le cadre de l'étude PISA sur l'évaluation des compétences des élèves européens, la Finlande est première de classe. Quelques raisons à cette réussite.

Si «la qualité d'une société est faite des chances offertes à chacun de ses membres» (DP 1505, «Les derniers sont les premiers»), alors la Finlande est une société de qualité. En effet, dans le cadre de l'évaluation des compétences des élèves de quinze ans menée dans trente-deux pays de l'OCDE, ce pays a obtenu de brillants résultats, avec la plus faible différence entre les meilleurs et les moins bons.

Les facteurs explicatifs du niveau de compétence atteint sont multiples et il faut bien sûr se garder de conclure trop précipitamment. Ainsi, comparée à la Suisse, la Finlande bénéficie d'une grande homogénéité linguistique et d'un taux beaucoup plus bas de population étrangère. Néanmoins la palette des moyens mis en œuvre pour la formation dans le pays des 60 000 lacs mérite attention.

Dans un grand pays peu peuplé, chaque

habitant est indispensable. Tel est en résumé le principe de base de la politique finnoise de formation. Chaque école dispose d'un personnel spécialisé (assistant social, psychologue, logopédiste, maître spécialisé, médecin, infirmière) qui permet aux enseignants de se consacrer pleinement à leur métier.

Valorisation et encouragement de l'élève

Plus de 17% des élèves bénéficient d'une formation spéciale en petits groupes jusqu'à ce qu'ils rejoignent le niveau moyen. Chaque jeune en difficulté scolaire se voit proposer un plan d'étude spécifique discuté avec les parents et qui prend parfois la forme d'un contrat. Cet effort d'intégration vaut également pour les enfants souffrant de retard mental léger. Durant les neuf années d'école obligatoire, il n'est pas ques-

tion de redoubler une classe. La pédagogie se base sur l'encouragement et la valorisation de l'élève et non sur la stigmatisation des erreurs.

L'apprentissage des langues bénéficie d'une forte priorité: en troisième année, la première langue étrangère obligatoire, en cinquième, une langue à choix et en septième, la deuxième langue étrangère, l'accent étant mis sur la maîtrise orale. Quand bien même la Finlande a renoncé à une scolarisation précoce – les enfants de cinq et six ans ne supportaient pas le transport sur de longues distances qu'imposait un peuplement peu dense –, les élèves acquièrent très rapidement la compétence de lire, à raison de sept heures par semaine durant les deux premières années de scolarité. *jd*

Source: *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 février 2002.

PISA suisse

L'instruction des jeunes recrues

La Suisse en formation, après l'aventure napoléonienne, a aussi créé une norme d'instruction minimum pour les artilleurs. Ils devaient savoir lire, écrire et maîtriser les quatre opérations de l'arithmétique.

Plus tard, en 1854, le canton de Soleure introduisit les premiers examens de lecture, d'écriture et de calcul pour les recrues, mais c'est avec la Constitution fédérale de 1874

que commença le contrôle du niveau de l'instruction des jeunes gens passant le recrutement. «De 1874 à 1914 la Confédération examinait tous les hommes astreints au service sur les sujets suivants: lecture, écriture, calcul et instruction civique.» Les statistiques publiées pour la période allant de 1875 à 1882 montrent que Bâle-Ville occupe le premier rang et Appenzell Rhodes-Intérieures le dernier (25e). Pour

les cantons romands le classement est le suivant: Genève deuxième, Vaud sixième, Neuchâtel neuvième, Fribourg vingt-deuxième et Valais vingt-quatrième.

C'est pour éviter un trop mauvais classement que des cantons introduisirent des cours complémentaires obligatoires pour les jeunes gens qui ne poursuivaient pas leurs études ou un apprentissage. Ces indications sont extraites d'une

fiche de documentation en allemand du pédagogue lucernois Werner Lustenberger sur les examens pédagogiques des recrues comme instrument de la politique scolaire fédérale.

Il existe du même auteur un livre dont la version française est intitulée *Les examens pédagogiques des recrues, une contribution à l'histoire de l'école suisse*, Editions Rüegger, 1996. Les filles étaient bien entendu oubliées à l'époque. *cfp*

La BCV s'expose

Dans le canton de Vaud, la principale préoccupation d'un galeriste lors d'un vernissage est de guetter l'apparition de la responsable des collections de la banque cantonale ou mieux encore celle de Jacques Treyvaud, ancien patron de la banque et grand amateur d'art contemporain. À vrai dire, dans le petit monde des amateurs d'art, le simple fait de dire négligemment: «Treyvaud est passé. Je crois qu'il a aimé» est un satisfecit, un gage de qualité.

Actuellement la BCV expose ses acquisitions récentes, celles de ces dix dernières années au musée Jenisch à Vevey. La politique de mécénat de la banque est ancienne. Les premiers achats datent de 1963. En 1972, lorsque Jacques Treyvaud prend la tête de la direction générale, il décide de consacrer 100 000 francs par année à l'achat

d'œuvres d'art. La somme est assez coquette lorsque l'on sait que l'on trouve aujourd'hui encore des toiles de très bonne qualité à moins de 5 000 francs.

Bon niveau de l'ensemble

Dès 1982, la BCV décide aussi d'appliquer de son propre chef une règle destinant 1% du budget de rénovation ou de construction de bâtiments à l'acquisition d'œuvres d'art, comme le font généralement les pouvoirs publics. La BCV ne se contente pas d'acheter dans les galeries. Des commandes sont aussi passées directement aux artistes. À ce titre, la banque a une influence très importante sur la scène artistique vaudoise. L'inventaire de la collection comprend aujourd'hui quelque 2 000 entrées représentant plus de 500 artistes présentés en quasi totalité dans les différents locaux de la banque. Pendant

longtemps, les achats étaient réservés aux travaux des artistes vaudois; aujourd'hui cette règle est étendue à tous les artistes ayant un lien avec le canton.

L'exposition du musée Jenisch est risquée. L'œil de Treyvaud ou celui de la conseillère artistique de la banque ne sont pas infaillibles. Tous les achats ne sont pas de même qualité, mais il faut constater l'excellent niveau de l'ensemble. Tous les grands noms des arts plastiques du canton sont présents, de Valérie Favre à Olivier Saudan – représenté par quelques toiles de grande qualité. On notera aussi le lit et le canapé de Michel Huelin et un excellent travail de Silvana Solivella que nous ne connaissions pas.

La tonalité générale est assez conventionnelle. L'art contemporain est très orienté vers la photo, la vidéo et les installations. On reste ici surtout dans

la peinture avec un penchant pour l'abstraction lyrique et ses continuateurs. Il est vrai que ces œuvres sont destinées à trouver leur place dans les bureaux, les couloirs et les agences, ce qui est assez difficile pour des vidéos et des installations.

Notons pour la bonne bouche que les deux principaux collectionneurs présents dans le canton, la BCV et Asher Edelman viennent de s'opposer autour de l'OPA sur Baumgartner Papiers. S'ils s'unissaient autour du projet de musée d'art contemporain, le canton de Vaud pourrait sans doute en tirer un grand bénéfice. *jd*

BCV-ART, Musée Jenisch, Av. de la Gare 2, Vevey. Jusqu'au 14 avril, tous les jours de 11 heures à 17 h 30 sauf le lundi.

Revue de presse

Être de gauche aujourd'hui

*É*motion dans la presse l'automne passé: un sondage signé Le Temps et M.I.S. Trend (daté du 22 septembre 2001) démontrait que les journalistes sont «deux fois plus à gauche» que le reste de la population. On parla de «perte de contact avec le public». On entendit le rédacteur en chef du quotidien de la place de Cornavin déclarer que dorénavant il n'engagerait plus de rédacteurs professionnels, mais seulement des pékins alphabéti-

sés. Au-delà des remarquables progrès de la science statistique qui permettent désormais de quantifier le degré de «gauchisation» d'un groupe social, il vaut la peine de se demander ce que signifie être de gauche pour les sondés. Mise à part la régularisation des sans-papiers, classique revendication sociale en faveur des plus démunis, les critères retenus ont quelque chose de stupéfiant: l'attitude favorable envers le Conseil fédéral, le soutien aux respon-

sables d'Expo.02, l'adhésion aux idées pro-européennes et l'appui à une possible intervention de l'OTAN en Macédoine. Voilà ce qui définit l'être de gauche. À quel degré d'inculture politique est-on descendu en vingt ans de journalisme «moderne, professionnel et au-dessus des clivages traditionnels»?

La Distinction du 9 février 2002.
www.distinction.ch;
redaction@distinction.ch.

IMPRESSUM
Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)

Rédaction:
Géraldine Savary (gs)

Ont collaboré à ce numéro:
Marco Danesi (md)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Yvette Jaggi (yj)
Roger Nordmann (rn)
Charles-F. Pochon (cfp)

Composition et maquette:
Allegra Chapuis
Géraldine Savary

Responsable administratif:
Marco Danesi

Impression:
Ruckstuhl SA, Renens

Abonnement annuel: 100 francs
Étudiants, apprentis: 60 francs
@abonnement e-mail: 80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, cp 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
E-mail: domaine.public@span.ch
CCP: 10-15527-9
www.domainepublic.ch